

Me Philippe LANNON

Commissaire Priseur Judiciaire



THIERRY-LANNON & ASSOCIÉS

WWW.THIERRY-LANNON.COM

Me Ph. LANNON / Me G. GRANNEC / Me S. SURMELY

26 rue du Château - CS 32815 - 29228 BREST Cedex 2

contact@thierry-lannon.com - Tel +33 (0) 2 98 44 78 44 - Fax +33 (0) 2 98 44 80 20 - www.thierry-lannon.com

JEUDI 13 DECEMBRE 2018 à 10 H

Vente sur place 195 Route de Gouesnou, 29200 BREST

Après LJ VIOT-LENNEZ, LJ LV MOTO, LJ BREST MOTO (FIDES/Me LANNON)

**ATELIER MECANIQUE MOTO ET IMPORTANT STOCK
DE VETEMENTS ET ACCESSOIRES, MOTOS ET VEHICULE**

Inscription préalable impérative, compte tenu de la disposition des locaux, lors de l'exposition, la veille de la vente pour obtention d'un n° d'enregistrement afin d'accéder au site et enchérir (* voir conditions de ventes, dernière page)

EXPOSITION : UNIQUEMENT LA VEILLE DE LA VENTE : Mercredi 12 Décembre de 15 h à 18 h
sur place 195 Route de Gouesnou, 29200 BREST

FICHE D'INSCRIPTION PREALABLE à remplir

Pour ENREGISTREMENT / CONSIGNATION

Le numéro d'enregistrement sera donné à l'entrée de l'exposition
au dépôt de la présente fiche dûment remplie (se munir de sa pièce d'identité)

N°

(Réservé à l'Etude)

NOM Prénom

☐ (1) Agissant pour son **propre compte**

☐ (2) Agissant pour le **compte et dûment mandaté par la Société**

Déclare avoir pris connaissance et acquiescé aux conditions de vente au dos des présentes,

Adresse(s).....
.....

Pièce d'identité : N° :

Date et lieu de délivrance

Mobile

Tél Fax

Email

Chèque N° Banque.....

Date : Signature :

Relevé d'Identité Bancaire

BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST

8 r de Saint Saëns - BP 91146 - 29211 BREST Cedex 1

Titulaire du Compte :

Me LANNON

Domiciliation : **BPGO BREST CENTRE 00561**

Code Banque	Code Guichet	N° cpte	Clé RIB
13807	00561	49421283136	10

Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)
FR76 1380 7005 6149 4212 8313 610

Identifiant International de la banque (BIC)
CCBPPFRPPNAN

En l'absence d'adjudication au profit du susnommé, le chèque sera restitué en
fin de vacation ou adressé par courrier en retour portant la mention « annulé »

JEUDI 13 DECEMBRE 2018 à 10 H Après LJ VIOT-LENNEZ / LV MOTO / BREST MOTO
(Fides/Me Lannon)

CONDITIONS DE VENTE

La Vente se tiendra sur place 195 Route de Gouesnou, 29200 BREST,
avec exposition préalable UNIQUEMENT LA VEILLE DE LA VENTE : Mercredi 12 Décembre de 15 h à 18 h

Inscription préalable obligatoire pour accéder au site et enchérir (avec attribution d'un numéro) :

Compte tenu de la configuration du site, l'accès se fera uniquement et seulement après avoir dûment rempli la fiche d'inscription et de consignation, qui permettra la délivrance et l'attribution d'un numéro d'ordre pour enchérir durant la vente, complété du dépôt d'un second chèque de caution pour garantie de bon enlèvement.

Les adjudicataires potentiels prennent formellement connaissance des présentes conditions, et acquiescent de la nécessité de parcourir ledit site, dans le respect des indications sur place et des éventuelles réglementations spécifiques, avec les précautions d'usage et sous leur propre responsabilité. Le virement ou chèque de consignation sera signé et daté, à l'ordre de Me Ph. Lannon (voir RIB joint à la consignation), complété d'une attestation bancaire et de deux pièces d'identité.

Les inventaires sont donnés à titre purement indicatif, les expositions légales préalables permettant à chaque adjudicataire potentiel de bien vérifier la réalité de la situation de chaque actif. Les actifs seront réputés uniquement correspondre à ceux visualisés sur le site le jour de la vente.

La vente se fera aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'état et sans garantie pour les actifs présentés, quelle qu'en soit leur nature, la vente étant précédée d'une exposition légale préalable permettant le cas échéant aux adjudicataires potentiels de se faire assister de l'expert de leur choix. Il ne sera dès lors admis aucune réclamation une fois l'adjudication prononcée. S'agissant des actifs plus spécifiquement industriels, tels que machines ou machines-outils, nécessitant un certificat de conformité réglementaire visé à l'article R43-13-14 du Code du Travail, les adjudicataires devront impérativement se rapprocher des Commissaires-Priseurs pendant les expositions légales, avant la vente, afin de connaître ou non l'existence du dit certificat. A défaut il leur appartiendra de se rapprocher du fabricant ou autre établissement habilité, pour en obtenir certification, copie ou duplicata, et s'engagent à ne pas utiliser le dit matériel tant qu'ils n'en seront pas munis, sauf à des fins d'utilisation de pièces, de destruction ou de récupération de matières.

Il appartiendra dès lors aux adjudicataires de procéder, le cas échéant, à toutes mises aux normes éventuelles de leurs acquisitions qui pourraient s'avérer nécessaires, avant toute utilisation ou recommercialisation, selon les législations parfois différentes du lieu ou du pays d'implantation potentiel des biens acquis.

Pour les éventuelles demandes d'enchères à distance (*par exemple : téléphone*), elles ne pourront être validées qu'après acceptation et réception préalable d'une offre écrite et formelle avec consignation, reçue au plus tard la veille de la vente avant 16 heures.

Il est toutefois formellement rappelé que ces enchères à distance sont considérées comme un service, et un échec technique de communication téléphonique ou informatique, selon des lieux parfois difficiles d'accès, ne saurait être imputé aux Commissaires-Priseurs ou à leurs personnels, difficultés techniques qui seraient ainsi, le cas échéant, compensées par l'offre écrite préalable préconisée.

Le prix d'adjudication au marteau est réputé TTC (dont 20 % de TVA) hors frais légaux en sus de 14.40 %.

S'agissant de la TVA à l'export, il est rappelé que les montants adjugés seront encaissés TTC + frais légaux, n'ayant pas à connaître des situations fiscales parfois très différentes des adjudicataires. Nous restons néanmoins, préalablement à la vente, à la disposition des personnes qui souhaiteraient obtenir des informations complémentaires relatives à la dite TVA, particulièrement en cas d'export hors CEE. Une fois la vacation débutée, nous ne pourrions répondre en revanche à aucune demande complémentaire d'adaptation éventuelle à une situation fiscale étrangère ou particulière.

Dès l'adjudication prononcée, le règlement, immédiat, devra être effectué, soit par virement, soit par chèque de banque certifié, complétés par la présentation de deux pièces d'identité. Les chèques uniquement accompagnés d'une lettre accréditive de banque feront l'objet d'une vérification avant accord d'acceptation de ce mode de règlement.

Les enlèvements ne pourront être opérés que sur confirmation écrite du responsable de l'agence de la banque émettrice (par fax +33 (0)2 98 44 80 20 ou mail maryse@thierry-lannon.com, à l'attention de Mme Rousseau, Comptable) du bon encaissement dudit chèque.

Les adjudicataires sont responsables de leur lot dès l'adjudication prononcée et devront, dès règlement total effectué et validé tel que supra, procéder à leur enlèvement immédiat, dans le respect des conditions de transport de chaque nature d'actifs. Les biens nécessitant une logistique particulière pourront cependant être enlevés avec délai qui sera convenu amiablement avec les Commissaires-Priseurs, tout en restant dès l'adjudication prononcée, sous leur seule et entière responsabilité et dispositions d'assurances. Les adjudicataires devront à cette fin prendre toutes mesures tant techniques que d'assurances, tant pour leurs propres biens et personnes que pour prévenir ou réparer les dégradations éventuelles qui pourraient être occasionnées aux immeubles ou au foncier dans le cadre des enlèvements, et procéder ainsi à la remise en état de tous panneaux de bardage, de cloison, ou de toiture, qui pourraient nécessiter obturation après démontage. Un chèque complémentaire de caution sera ainsi demandé à la signature des présentes et sera restitué après bon enlèvement des actifs.